

Pourquoi s'engager ?

Jean-Marie Salamito

Nicolas Aumonier : Nous sommes très heureux d'accueillir dans notre Académie le professeur Jean-Marie Salamito, professeur d'histoire du christianisme antique à l'Université Paris-Sorbonne. Il est ancien élève de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm (1979-1985) et ancien membre de l'École française de Rome, merveilleusement située au dernier étage du Palais Farnèse (1985-1988). Il a été successivement attaché temporaire d'enseignement et de recherche (1988-1992), maître de conférences (1993-2002) puis professeur d'histoire romaine (2002-2004) à l'université de Strasbourg. Il est depuis 2004 professeur d'histoire du christianisme antique à l'université Paris-Sorbonne. Un rapide survol de ses différentes appartenances vous donnera déjà un aperçu de ses intérêts intellectuels : il est membre du comité scientifique de la revue *Antiquité tardive* depuis 2004, trésorier depuis 2006 de l'Institut d'études augustinienne, co-directeur des collections « Bibliothèque augustinienne » et « Nouvelle bibliothèque augustinienne », membre depuis 2007 du comité directeur de la revue *Cristianesimo nella storia* (Bologne), membre du comité scientifique du projet franco-italo-helvétique de commentaire intégral de l'*Histoire ecclésiastique* d'Eusèbe de Césarée, membre depuis 2008 du conseil de rédaction de *Droits : revue française de théorie, de philosophie et de culture juridiques*, directeur-adjoint depuis 2009 de l'École doctorale « Mondes anciens et médiévaux » de Paris-Sorbonne et coordinateur de la section d'histoire ancienne de la faculté d'histoire de Paris-Sorbonne.

Sa très riche bibliographie comprend plus de dix pages d'articles et de livres, tous aussi savants que clairs. Le professeur Salamito a

principalement travaillé sur la prison et la privation de liberté dans l'Antiquité (« l'expérience carcérale de l'apôtre Paul et l'invention de la souffrance chrétienne »), sur les premiers papes (Clément de Rome, Alexandre Ier, Anaclét Ier, Clément Ier, Évariste, Lin), sur les rapports du christianisme au pouvoir politique dans l'Antiquité, sur son rapport à la culture antique (« La christianisation et les nouvelles règles de la vie sociale », 1996 ; « Culture patristique et référence à l'Antiquité chrétienne : la réflexion sur le travail dans *Rerum novarum* », 1997) et sur Saint Augustin (« Excellence chrétienne et valeurs aristocratiques : la morale de Pélage dans son contexte ecclésial et social », 1997 ; « Saint Augustin, le travail et les travailleurs », 2003 ; Présentation et traduction du « Sermon contre Pélage », 2004). Il a eu l'occasion d'exprimer son admiration et sa dette aux grands historiens du christianisme antique que sont Henri Irénée Marrou (1904-1977) et Charles Pietri (1932-1991) (« De l'illusion de la décadence à l'invention de l'Antiquité tardive : ce que nous devons à Henri Irénée Marrou », 2009 ; « Charles Pietri, 1932-1991 », 1992). Il a pris la peine, en 2009, de corriger les erreurs historiques de la série télévisée *L'Apocalypse* qui présentait l'histoire du christianisme antique comme la longue trahison de Jésus par ceux qui se réclamaient de lui (*Les chevaliers de l'Apocalypse : réponse à MM. Prieur et Mordillat*, Paris, Lethielleux – Desclée de Brouwer, 2009, 160 pages). Il vient d'éditer, avec Bernard Pouderon et Vincent Zarini, 1700 pages des *Premiers écrits chrétiens*, dans la « Bibliothèque de la Pléiade ».

Jean-Marie Salamito : Historien de l'Antiquité chrétienne, je vais essayer de trouver dans ce domaine les éléments fondateurs d'une réflexion sur ce que peut être l'engagement des chrétiens dans la cité.

Ce que je voudrais, c'est vous montrer que nous avons dans le Nouveau Testament et chez certains Pères de l'Église, si nous faisons l'effort de les lire ou de les relire, des éléments qui fondent l'engagement civique des chrétiens à la fois comme une exigence et comme une possibilité. Une exigence, parce que, vous allez le voir, il y a des commandements qui sont donnés, et une possibilité, parce que c'est un espace propre à la réflexion et à l'action politiques qui est ouvert, qui est garanti, me semble-t-il, par le message chrétien.

I. Les fondements : Jésus et les apôtres

Il est bon de toujours revenir aux fondements. Nous voyons très bien que dans des discussions sur l'actualité de telle ou telle religion, beaucoup de gens interviennent en s'interrogeant sur les origines de celle-ci. Pour remonter aux origines, je vous propose quelques textes que vous connaissez déjà, mais je vais mettre l'accent sur certains points qui pourront, peut-être, vous les rendre un peu nouveaux par certains aspects.

1. Évangile selon Jean, 6,15 : « *Alors Jésus, sachant qu'ils allaient venir s'emparer de lui pour le faire roi, s'enfuit à nouveau dans la montagne, tout seul.* »

Ce premier texte permet de rappeler que, si nous en croyons l'Évangile selon Jean, il a existé une volonté populaire – au moins d'une certaine foule – de faire de Jésus un roi, un chef politique. Et Jésus a refusé.

Cette attitude de Jésus libère le champ politique, pour ses disciples de l'époque, pour les premiers chrétiens et pour les chrétiens de toutes les générations. Jésus évite la confusion entre le politique et le religieux, alors même que cette confusion, dans l'Antiquité, était très courante.

2. Évangile selon Matthieu, 22,15-22 (cf. Marc, 12,13-17 ; Luc, 20,20-26) : *15 Alors les Pharisiens allèrent tenir conseil afin de le*

prendre au piège en le faisant parler. 16 Ils lui envoient leurs disciples, avec les Hérodiens, pour lui dire : « Maître, nous savons que tu es franc et que tu enseignes le chemin de Dieu en toute vérité, sans te laisser influencer par qui que ce soit, car tu ne tiens pas compte de la condition des gens. 17 Dis-nous donc ton avis : est-il permis, oui ou non, de payer le tribut à César ? » 18 Mais Jésus, s'apercevant de leur malice, dit : « Hypocrites ! Pourquoi me tendez-vous un piège ? 19 Montrez-moi la monnaie qui sert à payer le tribut. » Ils lui présentèrent une pièce d'argent. 20 Il leur dit : « Cette effigie et cette inscription, de qui sont-elles ? » 21 Ils répondent : « De César. » Alors il leur dit : « Rendez donc les choses de César à César et les choses de Dieu à Dieu » [Marc, 12,17 : « Les choses de César, rendez-les à César et les choses de Dieu à Dieu » ; Luc, 20,25 : « Alors donc, rendez les choses de César à César et les choses de Dieu à Dieu »]. 22 À ces mots, ils furent tout étonnés et, le laissant, ils s'en allèrent.

Ce deuxième texte est beaucoup plus connu que le précédent ; c'est le fameux « *Rendez à César...* ».

J'ai simplement modifié sur un détail la traduction de la TOB. Dans le texte grec, si je traduis littéralement, il y a ceci : « *Rendez donc les choses de César à César et les choses de Dieu à Dieu* ». C'est assez intéressant, parce que « *César* » est juste à côté de « *César* », et « *Dieu* » juste à côté de « *Dieu* ». La formule est plus frappante ainsi. Elle est la même chez Luc, mais un peu différente chez Marc.

Dans l'Antiquité chrétienne, ce texte n'est pas toujours lu comme un texte traçant une philosophie politique. Il est aussi interprété dans une perspective anthropologique : l'image sur la monnaie est l'image de Dieu qui est en l'être humain depuis la Création ; rendre à Dieu ce qui est à Dieu, c'est donc restaurer l'homme, renouveler en lui l'image de Dieu. Mais nous verrons que la lecture proprement politique existe aussi.

Jésus définit ainsi deux domaines. Si l'on se place du point de vue d'une réflexion sur le pouvoir, celui-ci est légitimé, il reçoit un domaine propre ; mais il y a plus : si l'on descend à l'échelon du simple citoyen, cette

parole fonde aussi un espace, un territoire d'action pour le citoyen.

3. Actes des apôtres, 5,29 : *En réponse, Pierre et les apôtres dirent : « Il faut obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes. » [Cf. 4,19 : Mais Pierre et Jean, en réponse, leur dirent : « S'il est juste aux yeux de Dieu de vous écouter plutôt que Dieu, à vous d'en juger. »]*

Si je m'en tiens à l'ordre chronologique des événements, j'en viens à une réponse des apôtres Pierre et Jean au Sanhédrin, ce fameux passage des Actes des apôtres, qui a été souvent cité dans l'histoire du christianisme : « Il faut obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes ».

Ce qui est très intéressant ici, c'est que le seul texte du Nouveau Testament qui esquisse une théorie de la résistance au pouvoir, est un texte qui conteste un pouvoir religieux, le Sanhédrin, et non pas un pouvoir politique. Ce qui domine, dans le Nouveau Testament – à part peut-être dans l'Apocalypse de Jean –, c'est le loyalisme envers les autorités politiques.

4. Épître aux Romains, 13,1-7 : *1 Que toute vie soit soumise aux pouvoirs qui se tiennent au-dessus, car il n'y a de pouvoir que par Dieu et ceux qui existent sont établis par lui. 2 Ainsi, celui qui s'oppose au pouvoir se rebelle contre l'ordre voulu par Dieu, et les rebelles attireront la condamnation sur eux-mêmes. 3 En effet, les magistrats ne sont pas à craindre quand on fait le bien, mais quand on fait le mal. Veux-tu ne pas avoir à craindre le pouvoir ? Fais le bien et tu recevras ses éloges, 4 car il est serviteur de Dieu pour t'inciter au bien. Mais si tu fais le mal, alors crains. Car ce n'est pas en vain qu'il porte le glaive : en punissant, il est serviteur de Dieu pour manifester sa colère envers le malfaiteur. 5 C'est pourquoi il est nécessaire de se soumettre, non seulement par crainte de la colère, mais encore par conscience [suneidésis]. 6 C'est encore la raison pour laquelle vous payez des impôts : ceux qui les perçoivent sont chargés par Dieu de s'appliquer à cet office. 7 Rendez à chacun ce qui lui est dû : l'impôt, la taxe, la crainte, le respect, à chacun ce que vous lui devez.*

Voilà le fameux début du chapitre 13 de l'Épître aux Romains, avec notamment cette affirmation : « *Tout pouvoir vient de Dieu. Il n'y a de pouvoir que par Dieu* ».

Ce qui, ici, peut concerner implicitement l'engagement politique, c'est que l'obéissance demandée est une obéissance qui fait appel à la liberté du chrétien en tant que citoyen.

Je m'explique : au verset 5 (c'est la phrase qui importe le plus à mon point de vue), nous lisons : « *C'est pourquoi il est nécessaire de se soumettre, non seulement par crainte de la colère, mais encore par conscience* ». Et vous avez en translittération le mot grec *suneidésis*. Nous sommes dans la logique de la citoyenneté grecque. Les Grecs savent très bien, à l'époque classique, qu'ils sont des citoyens, tandis que le roi de Perse a des sujets, et qu'un citoyen diffère d'un sujet. Un citoyen est quelqu'un qui a des droits et des devoirs, et qui connaît les uns et les autres. Quelqu'un qui sait plutôt que quelqu'un qui se soumet.

Ce que nous découvrons ici, pour le chrétien, c'est l'idée d'une obéissance au pouvoir politique qui fait appel à sa liberté intérieure, à sa lucidité, à sa réflexion, à sa raison, pour reconnaître l'utilité du pouvoir et par conséquent l'utilité de l'obéissance. Il s'agit d'une obéissance volontaire et réfléchie.

L'utilité du pouvoir est évidemment circonscrite. Nous allons voir quel est son domaine, et cela définit, je crois, un domaine de l'engagement. Ce domaine, c'est celui que trace le verset 7 : « *Rendez à chacun ce qui lui est dû : l'impôt, la taxe, la crainte, le respect, à chacun ce que vous lui devez* ».

Ce qui est proposé, c'est une distinction. Ce « *Rendez à...* » ressemble très fort au « *Rendez à...* » de Jésus lui-même, avec l'idée que le chrétien doit distinguer les domaines et attribuer à chacun ce qu'il lui doit.

Nous avons là des textes – je pense surtout à « *Rendez à César...* », mais aussi à l'Épître aux Romains – qui se situent probablement aux origines de la séparation du religieux et du politique, voire de la laïcité, dans le monde occidental. C'est ce que l'on dit souvent. Cela ne me paraît pas exagéré.

II. La mission propre au pouvoir politique

Je voudrais réfléchir maintenant sur deux commentaires patristiques de l'Épître aux Romains, l'un de la fin du II^e siècle, l'autre du milieu du III^e.

5. SAINT IRÉNÉE DE LYON, *Contre les hérésies*, 5, 24, 2 : *C'est donc pour le profit des nations qu'une autorité terrestre a été établie par Dieu – et non par le diable, qui non seulement n'est jamais en repos, mais ne saurait accepter que même les nations vivent en paix –, afin que, craignant cette autorité, les hommes ne s'entre-dévorent pas à la manière des poissons, mais réfrènent par l'établissement de lois la grande injustice des nations. Et en cela « les magistrats sont les serviteurs de Dieu » [Romains, 13,6].*

Ce premier texte n'est pas vraiment un commentaire de l'Épître aux Romains ; mais, en utilisant celle-ci, en la citant, Irénée l'éclaire.

En lisant un peu rapidement chez Paul : « *Tout pouvoir vient de Dieu* », nous pourrions supposer qu'au fond il s'agirait de fonder les prétentions du pouvoir, d'ordonner tout simplement aux chrétiens l'obéissance. En revanche, si nous accordons notre attention à l'interprétation proposée par Irénée, nous découvrons dans le pouvoir politique, non un poids imposé aux hommes, mais un don accordé à ceux-ci par Dieu, un bienfait. Le pouvoir sert à éviter la guerre de tous contre tous.

Il ne s'agit donc pas, dans la perspective de Paul puis d'Irénée, de mettre en avant la soumission humaine, une soumission qui serait peureuse ou même aveugle, mais au contraire d'inviter à reconnaître, à comprendre que le pouvoir est le garant de la paix sociale. Irénée, qui est attentif à l'Histoire du salut, à l'*oikonomia*, c'est-à-dire à la « gestion » par Dieu du cours de l'Histoire, attribue l'instauration du pouvoir politique à la bienveillance divine, à la prévenance du Créateur pour ses créatures confrontées aux conséquences violentes de leurs péchés.

Le propos d'un théologien comme lui n'est pas de penser que seul compterait le salut (au sens religieux) des hommes, et que Dieu ne se préoccuperait que d'offrir aux hommes la vie éternelle. Non, Dieu veille aussi, indépendamment de toute démarche religieuse, à garantir la paix civile, en donnant aux nations des gouvernants chargés de réprimer la violence.

6. ORIGÈNE, *Commentaires sur l'Épître aux Romains*, 9, 28 : « *Veux-tu, dit-il, ne pas craindre le pouvoir ? Fais ce qui est bien, et tu auras de sa part des éloges ; car le pouvoir est le serviteur de Dieu pour t'amener au bien. Mais si tu fais ce qui est mal, crains ; car ce n'est pas pour rien qu'il porte le glaive : il est le serviteur de Dieu, l'instrument de sa colère contre celui qui fait ce qui est mal* » [Romains, 13,3-4]. *Ces paroles de Paul m'émeuvent toujours, quand il déclare que le pouvoir séculier et un juge de ce monde sont les serviteurs de Dieu ; et il ne dit pas cela une seule fois, il le répète deux ou trois fois. Je voudrais donc rechercher en quoi un juge de ce monde est serviteur de Dieu. [...] C'est au juge séculier de veiller à l'accomplissement de la majeure partie de la loi de Dieu. Car tous les crimes que Dieu veut punir, il a voulu qu'ils soient punis, non par des évêques ou des chefs de l'Église, mais par un juge séculier. Paul sait cela : c'est pourquoi il appelle à juste titre « serviteur de Dieu » ce juge chargé de punir celui qui fait ce qui est mal.*

Ce que nous avons chez Origène, à propos de ce même début du chapitre 13 de l'Épître aux Romains, est extrêmement intéressant, parce que ce texte éveille en nous des problématiques d'actualité. En filigrane de ce que je peux dire du christianisme antique, il est à peu près inévitable, aujourd'hui, que chacune ou chacun de nous pense à une autre religion et à son rapport au politique.

Origène nous dit : « *C'est au juge séculier de veiller à l'accomplissement de la majeure partie de la loi de Dieu* ».

Il existe donc des lois civiles établies par les hommes et correspondant, pour une part, à la Loi de Dieu. Le pouvoir politique agit en garant de ces lois, sans que le pouvoir

religieux ait à s'en mêler : tous les crimes que Dieu veut punir, il a voulu qu'ils soient punis, non par des évêques ou des chefs de l'Église, mais par des chefs séculiers. Les évêques prêchent, enseignent, exhortent, avertissent, mais seul le pouvoir politique exerce la contrainte physique, la coercition.

Ce qui est garanti par ces commentateurs de Paul, qu'il s'agisse d'Irénée ou d'Origène, c'est un domaine proprement politique, qui intéresse le chrétien en tant qu'il est un être humain et un citoyen. Un domaine pour lequel le christianisme n'a pas grand-chose de spécifique à dire, parce qu'il laisse le terrain ouvert et invite plutôt à la *suneidésis*, à la « conscience », c'est-à-dire à assumer, avec sa raison et sa liberté, ses devoirs de citoyen.

Le fait d'être chrétien ne réduit pas le civisme ; au contraire, il le fonde.

III. L'autonomie d'une science politique

Nous allons retrouver la distinction des domaines dans le troisième thème que je vous soumetts.

7. SAINT AUGUSTIN, *De doctrina christiana*, prologue, 7 : *Dieu ne parlait-il pas avec Moïse ? Et pourtant celui-ci, tout à fait prévoyant et tout à fait dépourvu d'orgueil, accepta, pour gouverner et administrer un si grand peuple, le conseil de son beau-père, c'est-à-dire d'un étranger. Ce grand homme savait en effet qu'un bon conseil, quelle que fût l'âme dont il provenait, ne devait pas être attribué à celle-ci mais au Dieu immuable qui est la vérité.*

Ce qui peut nous frapper, c'est que nous avons, chez Augustin, l'idée que la sagesse politique possède une autonomie exactement comme le pouvoir politique lui-même.

Ce passage du *De doctrina christiana*, dans le prologue, me paraît extrêmement intéressant : « Dieu ne parlait-il pas avec Moïse ? ». Interlocuteur direct de Dieu, Moïse aurait pu tout savoir, y compris comment gouverner le peuple des Hébreux. Or cela lui pose des problèmes, c'est compliqué pour lui. Ce texte contredit l'illusion selon laquelle Augustin serait trop pessimiste pour prendre

en compte les vertus des païens et l'autonomie d'une morale humaine.

8. Exode, 18,24 : *Moïse suivit le conseil de son beau-père [Jéthro] et fit tout ce qu'il lui avait dit.*

Ici, il y a bien une science politique et une sagesse pratique de Jéthro. Jéthro explique à Moïse comment il faut faire pour recevoir, écouter, arbitrer, alors que Moïse est débordé par tous les Israélites qui le sollicitent.

9. SAINT AUGUSTIN, *La Cité de Dieu*, 5, 19 : *Quant à ceux qui, dotés d'une vraie piété, vivent bien, à condition qu'ils aient la science du gouvernement des peuples, rien n'est plus heureux pour les affaires humaines que si, par la miséricorde de Dieu, ils ont le pouvoir.*

Cet autre passage de saint Augustin, de manière incidente mais tout de même significative, nous dit qu'il existe bien une science politique qui n'est pas plus infuse pour le chrétien qu'elle ne l'était pour Moïse. Les convictions religieuses ne suffisent pas. En politique, le chrétien doit se former. Il ne suffit donc pas d'avoir un empereur chrétien. C'est très bien, dit Augustin, d'avoir un empereur chrétien, mais il faut encore qu'il ait la sagesse politique.

Et cette sagesse politique a son autonomie : elle s'apprend.

IV. Un civisme chrétien

J'en viens à un pivot : un civisme chrétien, que je fais reposer notamment sur le « *par conscience* » du texte cité ci-dessus sous le numéro 4 : Épître aux Romains, chapitre 13, verset 5.

10. SAINT JUSTIN, *Apologie pour les chrétiens*, 17 : *Tributs et impôts, nous nous efforçons partout de les payer, avant tout le monde, à ceux que vous chargez de les collecter, comme il nous en a instruits. Car en ce temps-là certains vinrent lui demander s'il fallait payer le tribut à César, et il répondit : « Dites-moi : de qui la pièce de monnaie porte-t-elle l'effigie ? – De César », dirent-ils, et il leur répondit : « Rendez donc à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu. » Voilà pourquoi nous n'adorons que Dieu seul, mais pour le reste nous vous obéissons avec*

joie...

Le civisme exigé par saint Paul, nous le retrouvons, chez ces apologistes que sont saint Justin, martyr à Rome entre 162 et 168, et l'auteur inconnu de l'*À Diognète*, qui écrivait sans doute dans la dernière décennie du II^e siècle.

Justin s'adresse aux païens. Il revendique face à eux un domaine religieux propre, celui de l'adoration du Dieu unique, mais il les rassure, par ailleurs, sur le loyalisme des chrétiens, qui obéissent aux autorités civiles, et sur leur civisme, car ils paient leurs impôts.

Nous voilà très proches de la *suneidésis* paulinienne, c'est-à-dire que le chrétien ne subit pas le pouvoir politique. Il le reconnaît. Et même il précède les autres en civisme : il obéit plus volontiers (« avec joie ») aux autorités légales, en tout cas dans l'optique très optimiste de saint Justin.

11. À Diognète, 5, 1-2 ; 4-10 : *1 Les chrétiens ne se différencient des autres hommes ni par un pays ni par une langue ni par des vêtements. 2 Ils n'habitent pas des cités à eux, n'usent pas d'un dialecte étrange, ne s'adonnent pas à un mode de vie bizarre. [...] 4 Tout en habitant des cités grecques ou barbares selon le sort de chacun, tout en se conformant aux coutumes locales pour le vêtement, la nourriture et la vie quotidienne, ils manifestent la constitution admirable et tout à fait paradoxale de leur république. 5 Ils résident chacun dans sa patrie, mais comme des étrangers domiciliés. Ils participent à toutes les activités comme des citoyens, et ils se soumettent à toutes les charges comme des étrangers. Toute terre étrangère est leur patrie, et toute patrie leur est une terre étrangère. 6 Ils se marient comme tout le monde, ils font des enfants, mais ils n'abandonnent pas leur progéniture. 7 Ils partagent la même table, mais pas le même lit. 8 Ils se trouvent dans la chair, mais ils ne vivent pas selon la chair. 9 Ils passent du temps sur terre, mais ils sont citoyens du ciel. 10 Ils obéissent aux lois en vigueur, mais leurs mœurs font mieux que les lois.*

L'*À Diognète*, en ce fameux chapitre 5, affirme la situation paradoxale mais aussi le civisme des chrétiens. Ceux-ci relèvent à la

fois du Ciel et de la terre. Ils sont à la fois intégrés à ce monde et conscients d'un au-delà. Ils participent activement à la vie politique, et se soumettent aux mêmes devoirs civiques que les païens. Bien mieux, leur morale, étant encore plus exigeante que celle de leurs concitoyens polythéistes, les conduit à faire mieux que ceux-ci.

Un thème nouveau s'esquisse : la contribution de la morale chrétienne à la vie sociale. Il existe un apport spécifique des chrétiens et de leur morale à la vie de toute la cité : « *leurs mœurs font mieux que les lois* ».

V. La dignité de la condition humaine

Ce que j'ai appelé « le civisme chrétien » s'oppose à une espèce de spiritualisme qui croirait que seuls comptent les moyens surnaturels, et qu'après tout il ne s'agirait pas de s'engager mais seulement de prier.

12. SAINT AUGUSTIN, De doctrina christiana, prologue, 6 : *Bien sûr, toutes ces choses auraient pu se faire par l'entremise d'un ange, mais la condition humaine aurait été rabaissée, si Dieu avait donné l'impression qu'il refusait d'offrir sa parole aux hommes par l'entremise d'hommes.*

Augustin a des gens en face de lui qui disent : l'Écriture, je peux la comprendre directement avec l'aide de l'Esprit. Augustin répond : non, il y a des techniques, il y a une culture, il y a un travail à faire si l'on veut comprendre l'Écriture sainte.

Et il rappelle que Pierre a effectivement parlé au centurion Corneille. Bien sûr, la conversion de ce païen aurait pu s'opérer par l'entremise d'un ange. Pourquoi compliquer les choses en allant chercher Pierre qui, de plus, aurait des difficultés à comprendre qu'un païen puisse accéder au salut en Christ ?

Mais Augustin propose cette réflexion : « *La condition humaine aurait été rabaissée si Dieu avait donné l'impression qu'il refusait d'offrir sa parole aux hommes par l'entremise d'hommes* ».

Il y a ici quelque chose de très intéressant : cette notion de « *condition humaine* ». La même expression existe chez Cicéron (et

Augustin a pu l'emprunter à celui-ci). En filigrane, il existe même dans ce texte une idée de la dignité humaine, et d'une dignité humaine que Dieu a jugé bon de ne pas rabaisser. Ce respect divin pour la dignité humaine consiste à laisser les hommes agir, à leur donner leur part, à ne pas tout faire à leur place.

Si nous mettons cela en rapport avec le civisme chrétien, avec la distinction des domaines, nous voyons bien qu'il y a là un fondement théologique à l'existence d'un espace spécifique dans lequel le chrétien est censé agir lui-même.

VI. L'apport social de la morale chrétienne

Il y a des propos qui circulent depuis fort longtemps, qui se trouvent chez Rousseau, qui se lisent aussi chez un certain nombre d'auteurs plus récents : au fond, le christianisme serait extrêmement faible en matière sociale et politique, parce qu'il ne prêcherait qu'une morale individuelle, intimiste pour ainsi dire, et même contradictoire avec les intérêts d'un État.

Cette idée ressort de temps en temps. Il n'y aurait donc pas de solution chrétienne en matière politique. Ce serait une faiblesse, une lacune. Le christianisme ne serait pas assez efficace, pas assez réaliste, pas assez conquérant. Il ne serait pas non plus assez viril, comme, par exemple, pour le narrateur du roman de Michel Houellebecq, *Soumission*, à qui on présente la tradition musulmane comme quelque chose de plus viril, de plus tonique.

Une fois encore, saint Augustin va nous aider.

13. SAINT AUGUSTIN, Lettre 137, 5, 17 : *Quelles discussions, quelles lettres des philosophes qu'on voudra méritent d'être en quelque façon comparées aux deux commandements dont le Christ fait dépendre toute la Loi et les Prophètes ? « Tu aimeras le Seigneur ton Dieu de tout ton cœur et de toute ton âme et de tout ton esprit » et « Tu aimeras ton prochain comme toi-même ». Il y a là une physique [...] ; il y a là une éthique [...] ; il y*

a là une logique [...] ; il y a là aussi le salut d'une république digne d'éloges, et l'on ne crée ni ne préserve une cité excellente que par le fondement et le lien de la foi et d'une solide concorde, lorsqu'on aime le Bien commun, le Bien suprême et très vrai qu'est Dieu, et qu'en lui les humains s'aiment les uns les autres très sincèrement, puisqu'ils s'aiment à cause de celui à qui ils ne peuvent cacher dans quel esprit ils aiment.

L'idée que la morale chrétienne ne pourrait pas convenir à une *res publica*, à un État, Augustin l'a déjà entendue à son époque. En 412, il écrit deux lettres dans lesquelles il répond à ces deux questions : le christianisme est-il incapable d'apporter une contribution à un État ? serait-il même dangereux pour un État ?

En tant que maître juif, Jésus a été interrogé par un autre maître juif sur cette grande question rabbinique : de tous les commandements, quel est le plus important, celui dont tous les autres dépendent ? Selon Matthieu, 22, 37-39, Jésus a répondu en citant à égalité deux commandements inséparables l'un de l'autre : « *Tu aimeras le Seigneur de tout ton cœur, de toute ton âme et de tout ton esprit* » (Deutéronome, 6,5), « *Tu aimeras ton prochain comme toi-même* » (Lévitique, 19,18).

De ces deux commandements principaux, Augustin veut tirer une philosophie complète : « *Il y a là une physique, il y a là une éthique, il y a là une logique* ». Nous reconnaissons là les trois grandes parties canoniques de la philosophie grecque : physique, éthique, logique. Mais il y a en plus une quatrième partie : « *le salut d'une république digne d'éloges* ».

Augustin va très loin. Il présente les deux commandements de l'amour de Dieu et de l'amour du prochain comme ce qui permet à une *res publica* de tenir, à un État de parvenir à la prospérité et à la grandeur.

La notion de Bien commun, pour lui, n'est pas une abstraction. C'est Dieu lui-même (et c'est pourquoi, dans ma traduction, j'ai mis une majuscule). Dieu est ce que tous les êtres humains ont en commun de plus profond, de plus précieux, et surtout ce qu'ils peuvent

partager sans jamais que cela s'épuise. Nul ne peut épuiser ni accaparer Dieu. Chacun a sa relation à Dieu, qui n'empêche jamais celle d'autrui. Dieu, Bien commun infini et inépuisable de tous les hommes, est le garant du bien social, à savoir de l'entente entre les citoyens.

Notons ici la notion de concorde, une idée très romaine, et c'est précisément une idée dont nous avons actuellement besoin, un enjeu majeur pour nos sociétés.

14. SAINT AUGUSTIN, Lettre 138, 2, 9-10 :
9 ... ces gens-là disent que la prédication et l'enseignement du Christ ne conviennent en aucune façon aux mœurs d'une république, lui dont on sait que le commandement est celui-ci : à personne nous ne devons rendre le mal pour le mal, à qui nous frappe nous devons présenter l'autre joue, donner le manteau à celui qui a cherché à nous prendre la tunique, et avec celui qui a voulu nous réquisitionner nous devons faire le double du chemin – toutes choses qu'ils affirment être contraires aux mœurs d'une république. Car qui, disent-ils, supporterait qu'un étranger lui prenne quelque chose ou ne voudrait pas rendre le mal, selon le droit de la guerre, aux pillards d'une province romaine ? [...] Demandons-leur plutôt de quelle façon pouvaient gouverner et accroître la république, que de petite et pauvre ils firent grande et opulente, ceux qui, « ayant subi une injustice, préféreraient pardonner plutôt que poursuivre ». En quel sens Cicéron, exaltant ses mœurs, disait-il à César, qui eut assurément en charge la république, qu'il n'oubliait rien, sauf les injustices ? [...] Or qu'est-ce que ne pas rendre le mal pour le mal, sinon avoir en horreur le désir de se venger, c'est-à-dire, ayant subi une injustice, préférer pardonner plutôt que poursuivre, et n'oublier rien sauf les injustices ? 10 [...] Or cet avertissement [= ne pas rendre le mal pour le mal], si on l'écoutait comme il le mérite, [...] instituerait, consacrerait, affermirait et agrandirait la république. Qu'est-ce, en effet, que la république, sinon la chose du peuple ? Or qu'est-ce qu'une cité, sinon une multitude d'hommes ramenée à un certain lien de concorde ? [...] En outre, quels préceptes de concorde décidèrent-ils

jamais de faire lire dans leurs temples, eux qui étaient contraints – les malheureux ! – à chercher de quelle façon ils pourraient, sans offenser l'un d'entre eux, vénérer leurs dieux vivant dans la discorde ?

Dans cette Lettre, nous trouvons de nouveau des réponses à des objections, en particulier à propos de l'idée qu'il ne faut pas rendre le mal pour le mal. Des païens ont dit à un chrétien, ami de saint Augustin, que la morale chrétienne, en invitant à tendre l'autre joue, constituait un danger pour un État, qu'elle risquait même d'entraîner l'effondrement de l'Empire.

La réponse de saint Augustin est très subtile. Il évite de revendiquer fièrement une différence chrétienne, de prendre de haut les païens comme s'ils étaient incapables de saisir la morale chrétienne. Nous voilà loin du cliché d'un Augustin qui refuserait de comprendre les païens et de reconnaître les vertus humaines. Le véritable Augustin fait exactement le contraire. Il explique que, dans la tradition romaine, il existe déjà une idée très proche de l'idée chrétienne. En effet, le grand historien Salluste dit que la force des Romains consiste à savoir, face à leurs adversaires, limiter la violence, se montrer cléments. Et l'exemple d'un grand homme qui n'oublie rien sauf les injustices, c'est le portrait que Cicéron a peint de Jules César.

L'habileté d'Augustin consiste à dire aux Romains : cette idée chrétienne qu'il ne faut pas rendre le mal pour le mal, fait déjà partie de votre héritage intellectuel et moral. Votre Empire n'écrase pas les peuples vaincus mais les intègre à sa culture. Il sait trouver une limite à ses propres victoires, et cela le rend plus stable, plus cohérent, plus fort.

Nous retrouvons à ce propos la notion de concorde. Augustin se sent sur ce point en position de convaincre, parce qu'il sait très bien que la concorde compte aux yeux des Romains, ceux du passé et ceux de son propre temps. Il est parfaitement persuadé qu'un État a besoin de concorde. La bonne entente entre les citoyens garantit la pérennité d'une nation.

Or quel est, justement, le point faible des Romains ? C'est qu'ils ont une religion extrêmement pauvre sur le plan moral. Le

grand reproche que saint Augustin adresse à la religion romaine, c'est de n'avoir jamais appris aux Romains comment se comporter.

Nous lisons cela dans les cinq premiers livres de *La Cité de Dieu*. Nous y trouvons une critique extrêmement méthodique de la religion romaine : les dieux romains n'ont jamais apporté aux Romains quelque chose qui ressemblerait si peu que ce fût à une morale. Et c'est ce que nous avons ci-dessus à la fin de notre texte numéro 14 : « *En outre, quels préceptes de concorde décidèrent-ils [les Romains] jamais de faire lire dans leurs temples ?* ». Au contraire, dans les églises, on enseigne la fraternité.

Saint Augustin nous fournit ici une extraordinaire piste de réflexion, parce qu'il s'est posé la question de la pauvreté morale de la religion romaine, et de ce que cela représente pour un peuple de ne pas avoir suffisamment d'apport, de secours, d'exemples en matière d'éthique.

Si nous nous donnons la peine de transposer, ces dieux qui vivent dans la discorde sans fin, d'une certaine façon ce sont nos stars d'aujourd'hui. Quelle est la partie de la population qui a la vie familiale la plus agitée, la plus chaotique, et la vie individuelle la plus compliquée, la plus excentrique ? Ce sont nos stars. Et ces célébrités du monde du spectacle ont peu à peu remplacé, dans la vie collective, les saints de l'Église et les grands hommes de la République.

Saint Augustin met donc en avant un certain fonds commun, une convergence entre la morale qui a permis à Rome, non seulement de tenir mais aussi de s'accroître, et puis une morale chrétienne qui, elle, a l'avantage d'être enseignée par toute une structure, l'Église, alors qu'il n'y avait, chez les Romains, aucune institution de cette envergure pour enseigner la distinction du bien et du mal. Cette absence de structure ressemble un peu au vide, au nihilisme de l'enseignement tel qu'il existe aujourd'hui dans notre pays. Nos politiques ne cessent d'invoquer les valeurs de la République ; mais ces valeurs sont-elles encore enseignées dans les écoles ? Les Romains de l'Antiquité, eux,

avaient des dieux peu moraux, mais un solide patriotisme.

Les quatorze textes que nous venons de lire ensemble, nous montrent trois idées qui fondent l'engagement des chrétiens dans autre chose que le témoignage proprement religieux : l'autonomie du politique, le civisme des chrétiens, et l'utilité de la morale chrétienne à toute la société.

VII. Regard sur l'actualité.

Il nous faut maintenant confronter l'apport de ces textes très anciens avec notre regard sur l'actualité.

Je le dis très sincèrement en tant qu'historien : nous faisons un métier relativement tranquille tant qu'il s'agit de savoir ce qui s'est passé autrefois. Quand nous nous laissons aller à parler de la bêtise, de l'imprévoyance, de l'inconscience de tel homme politique d'un autre siècle, alors que nous savons comment l'histoire va se terminer vingt ans plus tard, nous nous trouvons dans une position beaucoup trop confortable. Mais le vrai problème, le vrai travail difficile, c'est de savoir en quel moment de l'histoire nous nous trouvons nous-mêmes, ce que nous devons faire, et ce à quoi nos actions peuvent aboutir.

Conscient de la difficulté du présent, je m'en tiendrai à proposer deux pistes de réflexion.

Il me semble que nous sommes amenés, en tant que chrétiens, à l'engagement, peut-être *plus que jamais*. Il nous faut donc savoir confronter les textes de notre tradition avec notre réflexion sur l'actualité que nous sommes en train de vivre.

Le premier point que peut nous préoccuper, c'est la perte des repères anthropologiques, qui relève probablement de la phase terminale d'un processus de déchristianisation. La morale laïque s'essouffle, parce que les influences chrétiennes sur la vie quotidienne sont devenues marginales.

Je crois que, du point de vue historique, nous sommes au moment où l'influence chrétienne se réduit à ce qu'il y a de plus ténu, et où les repères anthropologiques les plus élémentaires, par exemple la différence

homme/femme ou le fait qu'un mariage se conclut entre un homme et une femme, semblent s'effacer. Entre les chrétiens et les autres, la communauté de repères n'existe plus. Elle a pourtant existé pendant des générations.

En Italie, pendant toute une partie de l'histoire du XX^e siècle, si on est élevé dans une famille communiste ou dans une famille catholique, c'est assez semblable sur ce point : on y reçoit une morale, entre autres d'un point de vue familial ; on est encadré ; on ne cède pas inconsidérément à n'importe quel élan individuel. Cela, des tas de gens l'ont connu et en ont témoigné.

Or nous sommes dans les années où ce dispositif a craqué, où les repères ne sont plus les mêmes. La société court un risque majeur, puisqu'elle n'a plus, au fond, de système de références.

Deuxième grande question, évidemment liée à la première : comment préserver la concorde ? Je dis : « comment préserver la concorde ? », pour rester optimiste et positif. D'autres personnes iraient jusqu'à dire : « comment éviter la guerre civile ? ».

C'est un là problème réel, et il serait très grave que les chrétiens ne se le posent pas, avec tout ce que cela implique pour eux, tout ce que cela requiert de leur part en termes de réflexion et d'action. Beaucoup de gens sont persuadés en Europe qu'un monde nouveau est en train de naître. Il s'agit de savoir si ce « monde nouveau » – j'ai entendu encore cette expression dans la bouche d'un évêque français, mais je l'ai entendue dans la bouche d'ecclésiastiques italiens il y a quelques mois – nous sera imposé, ou si nous réussirons à y participer intelligemment, afin de le rendre meilleur ou, simplement, moins inhabitable.

Je crois que nous sommes en situation d'éviter, nous chrétiens, de nous rendre coupables de « non-assistance à société en

danger ». Je ne dispose d'aucune recette miracle, mais le moins que je puisse dire, c'est que nous devons absolument nous faire vigilants.

VIII. Ultimes précautions

Je prendrai juste des précautions finales, parce que je voudrais rééquilibrer mon discours, éviter que l'on en tire des conséquences fâcheuses.

Il y a un risque pour les chrétiens, c'est de se transformer en militants.

Je viens de faire l'apologie de l'engagement, de l'engagement du chrétien, en disant bien que celui-ci a son domaine : son domaine de citoyen, son domaine d'action politique et sociale illuminée par la morale chrétienne, un domaine où l'Église et la tradition chrétienne le laissent libre de prendre, en conscience, ses responsabilités. Mais le risque existe, pour le chrétien, de sacrifier sa vie spirituelle à une espèce de militantisme jusqu'au-boutiste.

Il y a aussi, dans toute une partie du catholicisme français d'aujourd'hui, ce que j'appelle le *syndrome constantinien*. Certains chrétiens attendent qu'un homme politique prenne les choses en main, que les problèmes soient résolus en partant du haut. Je vous cite à ce propos un livre extraordinairement actuel d'Étienne Gilson (*Pour un ordre catholique*, Desclée De Brouwer, 1935, p. 65) qui dit : « *Il faut un peuple chrétien pour obtenir un Constantin. L'Église ne gagne pas les cœurs par les institutions, mais bien plutôt les institutions par les cœurs* ».

Il y a actuellement des gens qui aimeraient bien le processus inverse, et je me permets de leur répondre cette formule extrêmement simple : l'enjeu n'est pas un pouvoir à prendre, mais un service à rendre.

Échange de vues

Rémi Sentis : Il y a une phrase d'Origène que vous avez citée : « *C'est aux juges séculiers de veiller à l'accomplissement de la majeure partie de la Loi de Dieu.* » Il me semble que, dans « *la majeure partie de la Loi de Dieu* », il y a l'idée de la loi naturelle.

Que se passe-t-il si le juge séculier ne veille plus à cette loi naturelle ?

Jean-Marie Salamito : C'est un grand problème ! C'est l'un des problèmes que nous nous posons aujourd'hui, collectivement.

Tout d'abord, j'ai voulu éviter le terme « loi naturelle », parce qu'il est très connoté. Chez Augustin, il y a *lex naturalis* ou *lex naturae* ; mais j'ai voulu l'éviter pour montrer qu'il y avait des réalités qui correspondaient bien avant le terme lui-même.

Ensuite, dans l'Antiquité, tout le monde partage une base assez solide, sur laquelle les chrétiens et les autres arrivent à se retrouver, et qu'en tout cas la loi garantit... Quand il est question de « *la majeure partie* », cela veut dire en fait : ce qui permet de survivre. Le meurtre et le vol soient réprimés. Cela permet la paix sociale.

Et, ici, je crois qu'il y a à prendre conscience, justement, de la caractéristique propre de notre époque et même du siècle dernier. Parce que c'est la même chose avec Romains, 13.

Quand je présente le texte de Romains, 13 dans le cadre d'un cours sur le pouvoir politique vu par les chrétiens dans l'Antiquité, par exemple, la question que me pose un étudiant un peu malin, c'est : « Quelle est la légitimité d'Hitler ? Quelle est la légitimité de Staline ? » C'est là que l'on a du nouveau, de façon très nette, au XX^e siècle. Parce que, pour Paul et ses contemporains, le pouvoir est bon par nature, par définition. Un régime politique de l'Antiquité ne massacre pas sa population ni même une partie de sa population. Il y a des massacres dans l'Antiquité gréco-romaine, mais pas l'idée qu'on refait le monde complètement en

sacrifiant des millions de gens. Le principe même d'une guerre dans l'Antiquité, ce n'est pas de massacrer, c'est de faire des prisonniers pour avoir des esclaves.

Je veux dire que le XX^e siècle est arrivé à des monstruosité politiques que nos auteurs de l'Antiquité – parce que Paul, que nous le voulions ou non, est aussi un homme de l'Antiquité – ne pouvaient pas prévoir. De même qu'Origène n'a pas prévu l'extraordinaire distorsion, l'extraordinaire divergence qu'il y a maintenant entre une morale répandue dans le monde et la morale chrétienne.

Les chrétiens avaient des points de morale qui leur étaient spécifiques, notamment le fait de ne pas abandonner les enfants, de ne pas avorter. Mais de toute façon ils avaient l'impression de se situer sur un socle qui leur était commun avec les païens. C'est ce socle qui est en train de nous manquer. D'où l'urgence de réfléchir sur tout ce qui a pu subsister de ce socle, pour trouver le maximum de terrain d'entente, avant qu'il ne soit trop tard.

Jean-Pierre Lesage : Je vous remercie de votre exposé fort instructif et des textes que vous nous avez fournis en appui de celui-ci. Je rebondis sur votre allusion finale à Constantin. Il y a quelques années, Paul Veyne (*Quand notre monde est devenu chrétien*) attribuait un rôle décisif à cet empereur dans l'émergence du christianisme au IV^{ème} siècle et défendait la thèse selon laquelle celui-ci serait resté une sorte de secte sans cette intervention. Marie-Françoise Baslez (*Comment notre monde est devenu chrétien*) a, par la suite, essayé de tempérer cette thèse. Sans, bien sûr, contester le rôle fondamental de Constantin, elle s'efforçait de montrer que le christianisme avait alors, d'ores et déjà, atteint un niveau de développement tout à fait remarquable, bien au-delà d'une simple secte. Un des traits qui ressortait nettement de ce débat est la forte présence du christianisme parmi les élites

dirigeantes de l'empire à l'époque. Aujourd'hui, vous nous dites, en quelque sorte, « Engagez-vous ! » (et je suis d'accord avec vous), mais, de nos jours, particulièrement en France, les responsabilités politiques sont exercées par des professionnels de la politique et les tentatives de personnes (chrétiennes ou non), en provenance de la « société civile », pour y accéder se soldent le plus souvent par des échecs. Le titre de votre intervention était « Pourquoi s'engager ? », mais avez-vous un avis sur la question « Comment s'engager ? ».

Jean-Marie Salamito : C'est un problème. Alors le « comment ? », j'aimerais bien être capable de le traiter. C'est la grande question de savoir ce que l'on peut faire.

Un mot sur Constantin : la fascination qu'il exerce n'est pas absurde. Parce que, s'il est vrai que le christianisme apparaît dans les trois premiers siècles dans une logique ascendante, Constantin signifie un extraordinaire coup d'accélérateur à la mission chrétienne. Cela, pour souligner l'importance du phénomène Constantin. Puis il y a Théodose, qui marque encore une autre étape.

Maintenant il y a la question, si vous voulez, du politique. La question de l'engagement, j'ai voulu la lier à l'existence d'un espace politique. Et c'est précisément le problème aujourd'hui : existe-t-il encore du politique ? Parce qu'au fond, le politique est devenu une forme de communication, de spectacle, et l'idée est très forte, en Europe, que l'on ne peut plus faire de politique, qu'il s'agit de veiller seulement sur l'économie.

Actuellement, le champ politique est pris entre deux feux : soit être absorbé par l'économique – après tout ce qui compte, c'est de vendre –, soit d'être absorbé par le religieux. Et c'est là qu'il faudrait arriver à rappeler – ce que fait Guillaume de Prémare, par exemple – qu'il existe un espace économique et social qu'il s'agirait peut-être de reconstruire en commençant par la base, par les relations familiales, par les relations de voisinage, par les choix économiques que nous faisons. Il y a quantité de moyens. Il

faudrait y réfléchir, et non pas en parler trop brièvement comme je le fais.

Je crois qu'il faut nous rappeler que notre héritage gréco-romain et notre héritage chrétien nous ont ouvert un espace politique, un espace de débats, un espace d'engagement. Cet espace, nous sommes en train de le perdre, et cela peut se jouer entre l'horreur économique et une horreur qui se réclamera de « Dieu ».

Le basculement est très facile. Perdre le sens du politique et ne plus avoir que du consumérisme, c'est une espèce de nihilisme, et du nihilisme on peut très bien basculer – comme dans ce roman que j'ai déjà cité – dans la soumission. Il peut se produire une espèce d'épuisement des passions les plus nobles, qui fait qu'à un moment on est prêt à n'importe quoi. Parce que, précisément, on a perdu la raison, la liberté, quantité de choses que revendique la culture laïque en oubliant que ce sont des héritages chrétiens

Françoise Seillier : Vous avez fait allusion à des auteurs romains et je me permets de vous demander si Platon, quand il dit : « *L'homme est la mesure de toute chose* » et puis : « *Dieu est pour l'homme la mesure des choses* » n'éclairerait pas le débat.

Et quand on parle de la loi naturelle, vous connaissez comme moi la phrase de Sartre : « *Il n'y a pas de nature humaine parce qu'il n'y a pas de Dieu pour la créer* », le fond de la question n'est-il pas celui de l'athéisme ?

D'autre part cette phrase de Jules Ferry quand, à la Chambre, des députés royalistes, catholiques, l'ont pris à parti : « *Mais enfin, dans votre école sans Dieu, mais quelle morale vous allez enseigner ?* » il a répondu : « *La morale, quelle morale, mais la morale de toujours, la morale de nos pères* ». Seulement, si cette morale n'est pas fondée...

Maintenant, on dit l'homme ne subit plus l'évolution, il faut maintenant qu'il prenne en main la technique par la science, c'est-à-dire qu'il crée autre chose que l'homme : le transhumanisme.

S'il n'y a pas Dieu, s'il n'y a pas déjà un ordre, un cosmos ou la conception des Orientaux qui ont un ordre divin à respecter,

l'homme est le maître. Il est le maître de la vie des autres, individuellement et collectivement. Le mal est social et politique... C'est ce que Finkelkraut nous rappelle aussi : si le mal est social, l'autre est le mal absolu qu'il faut éliminer, d'où les génocides, etc.

Jean-Marie Salamito : Je crois que vous mettez exactement le doigt sur la ligne de fracture, c'est-à-dire que, pour Jules Ferry, la mémoire de nos pères, cela existait. Il y avait une référence au passé, l'idée que l'on ne se fabrique pas tout seul, que l'on n'est pas un commencement absolu. C'est là le problème actuel.

Avec le transhumanisme également, je ne sais pas quelle morale, laïque, arrive à résister. Et c'est peut-être là qu'est l'urgence d'un certain engagement.

Je crois que l'engagement doit être double, en fait. Le chrétien doit faire de l'évangélisation parce que, sinon, on ne s'en tirera pas. En même temps il doit être une présence sur le terrain social en recherchant les points de convergence qui, à défaut d'aller très loin, permettront de limiter les dégâts. Des points de convergence avec ceux qui voudront bien être assez lucides pour se rendre compte d'un certain nombre de risques.

Ghislain Lafont : Il n'agit pas d'une question mais d'une remarque sur l'engagement politique et l'Église.

Comme candidat à la députation à Paris pour les législatives de juin 2017, j'ai suffisamment de recul pour vous dire un certain nombre de choses.

La première c'est – le pape François qui le dit – il faut s'engager en politique parce que c'est une structure de péché et que nous, catholiques, avons tous les outils pour l'affronter par la prière, et les sacrements. Benoît XVI disait à peu près la même chose, moins explicitement, et Jean-Paul II aussi.

Mais le clergé apparaît trop frileux, même si on peut le comprendre. J'ai rencontré un certain nombre de prêtres, de curés de paroisse de ma circonscription et je leur ai dit à peu près cela : « Après quarante ans de vie

professionnelle, quarante et un an de mariage, des enfants élevés, j'ai décidé de m'engager pour mon pays compte tenu de la situation que nous connaissons. Je n'ai pas peur de dire qui je suis et ce qui m'anime dans cette démarche, et donc je suis heureux de venir voir comment nous pourrions faire ensemble pour avancer et le faire partager au plus grand nombre. »

Et là, avec beaucoup de sympathie, mes interlocuteurs me disent : « Bravo pour votre démarche, c'est très courageux, mais nous, nous ne faisons pas de politique. On ne peut pas s'engager au-delà que de vous écouter ».

Nous avons un vrai sujet. On ne peut pas avoir un double langage : les encouragements de nos papes à nous engager en politique, et de l'autre côté un clergé qui se protège. Autant je peux le comprendre sur un plan général de prudence, autant, compte tenu de la situation politique actuelle, on aimerait plus d'allant. D'autant plus, que les enjeux actuels sont extrêmement importants sur beaucoup de sujets de société.

Donc nous avons un vrai travail de pédagogie à faire. Il ne s'agit pas d'être soutenu officiellement, mais de faire savoir assez clairement que de telles démarches existent et que l'Église est aussi partie prenante de la cité, à sa place, dans le respect de toutes les lois en vigueur etc.

Tout le monde est exaspéré des nombreux « abonnés aux mandats politiques ». Nous avons un vrai besoin, nous laïcs, d'entraîner l'Église dans cette démarche d'engagement avec nous, comme fidèles du peuple de Dieu et aussi citoyens d'un pays qui veulent s'engager pour lui. Le dernier document des évêques sur l'engagement politique est un premier pas vers cette prise de conscience.

Jean-Marie Salamito : Je répondrai volontiers parce que le problème me préoccupe beaucoup.

Je dirai que ce n'est pas si mal comme cela. Parce qu'il vaut mieux que le clergé se mêle le moins possible de politique. L'un des plus grands maîtres que j'ai connus en matière de vie chrétienne (et Rémi Sentis va tout de suite reconnaître de qui je parle) disait que les

clercs avaient un charisme d'aveuglement en matière de politique.

Il semble, avec cette distinction des domaines, justement, que le clergé a besoin de faire son travail spécifique, et que les laïcs ont besoin de s'occuper de la cité.

Je donne juste un exemple. J'ai beaucoup appris, ces dernières années, avec un haut fonctionnaire français qui arrivait tout à fait en fin de carrière et qui m'a dit un jour qu'il avait toujours suivi les conseils de son curé de paroisse de quand il était enfant, dans son village du sud-ouest. Un curé qui lui disait : « *Prends tes responsabilités. Quand tu peux avoir du pouvoir, prends-le, exerce-le en ton âme et conscience, mais ne refuse jamais le pouvoir.* »

C'est bien, de dire aux gens : « Ne refusez pas le pouvoir ». C'est déjà beaucoup.

Gérard Donnadiou : J'ai une question au sujet de vos "ultimes précautions". Est-ce que cela ne rejoint pas ce que disait dans les années 1930, sous une forme un peu différente, le philosophe Emmanuel Mounier à propos de l'engagement chrétien ? Il parlait d'un **engagement dégage**, entendant par là la nécessité pour le chrétien de conserver une certaine distance critique par rapport à son action.

Que pensez-vous de ce terme paradoxal qui montre bien que pour le chrétien, si l'engagement est requis, il n'est pas forcément évident et facile ?

Jean-Marie Salamito : Je suis tout à fait d'accord, parce que j'ai une réelle admiration pour Emmanuel Mounier, et je pense que les gens qui s'engagent ont besoin d'une vie spirituelle.

C'était le cas de Mounier. Il avait un entourage suffisamment fort sur le plan théologique et sur le plan spirituel. Cela compte énormément puisque, comme vous le disiez, il y a énormément de risques. On va sur un terrain miné. Mais il faut quand même y aller, et il faut avoir une vie spirituelle de toute façon.

Le problème de l'engagement chrétien des années 1970, c'est que l'on y a parfois laissé tout passer. On a parfois accepté de dire : il y

a trop à faire pour changer la société pour que l'on ait en plus le temps de prier.

Isabelle Callies : Vous avez parlé de la perte des repères anthropologiques. Je pensais à la difficulté qu'on peut avoir à transmettre ces héritages en raison d'un vocabulaire qui n'a plus du tout le même sens. On utilise les mêmes mots mais le sens n'est plus le même.

Pour transmettre cet héritage anthropologique chrétien, la difficulté que l'on a aujourd'hui c'est que le vocabulaire, par exemple le mot "liberté", n'est plus du tout entendu de la même manière. Comment peut-on transmettre cet héritage quand on n'a plus le même langage ?

Jean-Marie Salamito : Je suis tout à fait sensible à ce problème, puisque moi-même j'enseigne depuis pas mal d'années, et j'ai été professeur de collège et de lycée.

On est, en tant qu'enseignant, perpétuellement confronté à un problème de traduction. Donc il faut faire le travail de trouver les termes, de trouver les définitions, de trouver les exemples, de trouver les illustrations, de trouver des histoires.

Et puis il faut aussi, je crois, le témoignage. Le témoignage, c'est d'accepter de vivre un peu différemment de la majorité des gens sur un certain nombre de points. Je pense à l'un de mes amis qui est professeur de lycée, et qui dit à ses élèves : « *Moi, la télévision, je ne l'ai pas* ». Il est la seule personne dans la classe à ne pas l'avoir, il y a une forme de témoignage.

Je crois que c'est un travail « *moléculaire* », comme dit Péguy. C'est un travail de fourmi, c'est un travail extrêmement humble et difficile, mais c'est un travail qui est à faire et qui est une construction jour après jour.

Je sais bien que c'est très difficile, parce que des amis à moi qui s'occupent de lycéens en-dehors du cadre scolaire, lorsqu'ils veulent leur parler du couple ou de la famille, se rendent compte que les jeunes autour d'eux n'ont pas de parents formant un couple durable. Parfois même, c'est le même problème pour leurs grands-parents. Autrement dit, on a affaire à des générations qui n'ont plus du tout de modèle.

Je vais vous donner un autre exemple. Une amie très proche, qui a un engagement chrétien extrêmement fort, me racontait ceci : quand elle était étudiante, elle avait travaillé dans une lingerie d'hôpital, donc avec des femmes qui faisaient un métier extrêmement modeste. Elle s'était attachée à une jeune mère de famille qui était tout à fait angélique. Et elle s'est rendu compte, dans un récit de vacances, que cette amie si rayonnante avait emmené ses enfants voir un film pornographique. Elle a donc dû donner des explications à cette collègue. Alors, cette personne, ébahie, lui a dit : « *Ah, c'est mal ?* ».

Le travail à faire est évidemment énorme. Il faut en être conscient. Et nous risquons de nous y épuiser. Il faut tout de même y croire. Il faut accepter de porter le poids de notre époque. Nous ne l'avons pas choisie, mais comme c'est l'époque dans laquelle nous sommes, c'est la meilleure pour nous : c'est la nôtre.

François Delarue : L'Église a publié en 2005 un compendium de la doctrine sociale qui est un document de référence assez dense, par la suite complété par des documents du magistère sur la bioéthique, l'écologie, l'économie et autres sujets de société.

Ce document ne peut-il pas constituer un canevas pour l'engagement des chrétiens en politique ?

Jean-Marie Salamito : Absolument. De manière indubitable. Je vous réponds d'autant plus volontiers que j'ai ce livre, que je l'ai énormément utilisé, et que, par exemple, j'ai fait quelques conférences sur la famille à partir de ces textes-là.

Je dis simplement – mais ce n'est pas une critique de ce livre, qui est extrêmement important, extrêmement utile – qu'en tant que spécialiste des premiers siècles du christianisme, je me suis beaucoup intéressé à la doctrine sociale dans l'Antiquité et que donc, même si j'ai une très grande admiration pour Léon XIII et pour *Rerum novarum*, la doctrine sociale de l'Église ne commence pas en 1891. On peut se donner plus de profondeur chronologique.

Hervé L'Huillier : Vous avez essentiellement parlé de l'engagement politique. Or, dans l'engagement politique, les dés sont souvent pipés. Lorsque vous commencez à parler de 'bien commun' ou de 'subsidiarité', on dit : voilà le chrétien qui se pointe et on ne vous écoute plus.

Je me demande si l'engagement social, l'engagement au service du frère ne serait pas plus bénéfique, finalement, s'il n'est pas de nature à apporter plus de fruits, même si c'est peut-être un travail plus long.

Je n'oppose pas engagement social et engagement politique. Mais lorsque vous êtes au service fraternel de l'autre, cela se voit. Même les gens qui ne sont pas chrétiens ressentent des choses qui les renvoient à leur humanité.

On rejoint par là l'image qu'employaient les Pères de l'Église selon Dorothee de Gaza, qu'on pourrait symboliser par une roue de bicyclette ; Dieu est le centre, les hommes les rayons. Plus on va vers le centre, plus on se rapproche des frères ; en se rapprochant des frères, on se rapproche de Dieu ; et inversement.

Pour quelqu'un qui n'a pas beaucoup de temps, pour quelqu'un qui veut être efficace, etc. Je me demande si il n'y a pas aussi cette voie-là de l'engagement au service de la cité à privilégier ?

Jean-Marie Salamito : Je ne sais pas ce qu'il faut privilégier, à dire la vérité. Parce que j'ai cru parler à la fois d'engagement politique et d'engagement social dans la cité. Je crois que le mieux, peut-être, c'est que chacun sache discerner ce pour quoi il est fait.

Il ne faudrait surtout pas décourager les vocations politiques, ni vouloir transformer des gens qui sont plutôt de terrain et qui ont l'efficacité sociale en les obligeant à faire nécessairement de la politique.

Je suis tout à fait d'accord avec ce que vous avez dit. Je suis persuadé que quantité de choses sont sensibles aux gens si on essaie de faire bien ce que l'on fait. Mais cela aussi c'est un problème, à l'heure actuelle. Prenez ce qui se passe dans les hôpitaux, par exemple : on voit bien une certaine perte de la

conscience professionnelle, globalement dans la société, et cela a des conséquences que l'on mesure dans l'attitude vis-à-vis d'un malade. Une fois, un infirmier hongrois m'a dit : « *Vous avez, en France, les moyens, mais vous n'avez plus la conscience* ».

C'est vrai que, chacun à sa place peut apporter une forme à la fois d'action et je dirai de témoignage. À la limite, plus les chrétiens sont placés dans un contexte minoritaire et difficile, plus chaque individu, plus chaque personne compte.

Bernard Lacan : Je pense qu'il serait aussi très important de favoriser le renouveau de l'écriture chrétienne.

Un grand nombre des maux actuels découlent en particulier des théories de Bourdieu, selon lesquelles la liberté de l'homme c'est de ne rien devoir aux générations précédentes. Pour préserver sa liberté il faut que lui-même arrive à trouver entièrement les fondements de son épanouissement. Ne rien devoir à personne !

Notre académie, par son Prix Humanisme Chrétien, cherche à distinguer les auteurs qui développent une pensée chrétienne, cette pensée chrétienne venant combler un vide assez grand depuis quelques années.

Je pense que les intellectuels chrétiens doivent être encouragés à réfléchir et écrire sur ce qu'est l'humanisme chrétien. Parce que ce n'est qu'en réinvestissant le champ de la culture que nous pouvons, je dirais, minorer l'investissement négatif considérable qui a été fait sur les esprits par les cultures adverses au cours des dernières années.

Jean-Marie Salamito : Je suis profondément d'accord. Simplement je me permettrai d'ajouter que cela va bien au-delà du milieu qui est le mien, c'est-à-dire des travailleurs intellectuels, des universitaires ou des gens qui produisent du texte ; qu'il faut tenir compte de tout. C'est-à-dire qu'il faut tenir compte des arts, du cinéma, de la chanson, de la comédie musicale...

Je vais donner un exemple très simple. Un chanteur comme Grégoire, qui est connu autrement, a mis en musique des poèmes de sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus. Cela donne

un disque dans lequel, entre autres, chante Natacha Saint-Pier. C'est très « variété ». Le rôle de l'intellectuel chrétien, n'est pas de dire : attention, ce n'est pas du classique, ce n'est pas ce que je voudrais ! Les gens qui écoutent des variétés méritent qu'on leur chante Thérèse de Lisieux de telle façon qu'ils puissent l'entendre.

Si vous voulez, quand le Père Thierry-Dominique Humbrecht dit que les familles catholiques feraient bien de temps en temps de laisser leurs enfants faire des professions intellectuelles ou artistiques, et de ne pas tous les envoyer vers les écoles de commerce, il dit quelque chose d'important.

Nicolas Aumonier : 2017 est une année d'élection. Le vote catholique semble pour l'heure assez courtisé. Y aurait-il une gradation qui pourrait aider au discernement, à propos de l'engagement, en ordonnant quelques critères les uns par rapport aux autres ?

Jean-Marie Salamito : Il serait malhonnête de ne pas avouer que je suis incapable de répondre à cette question. Je pense très sincèrement que nous sommes devant à la fois des difficultés d'appréciation éthique et d'appréciation politique.

J'ai dit des choses relativement théoriques, fondées sur des auteurs de la tradition chrétienne, mais je ne suis pas du tout armé, sur un plan politologique, sur un plan de sociologie politique, pour offrir une réflexion qui tiendrait un peu la route.

Donc j'avoue ma difficulté sur ce point. Il y a beaucoup à réfléchir. Je crois que le devoir, c'est de réfléchir.

Guy de Durfort : Pour revenir aux textes que vous avez choisis, ce qui m'a frappé dans votre démonstration, c'est l'incroyable confiance que font les Pères de l'Église en les capacités de l'homme et la capacité des institutions à un moment où leurs institutions n'étaient pas meilleures que les nôtres. Je suis sûr que c'était un âge d'or mais je pense qu'il y a eu quand même beaucoup de perversité et de difficultés en matière politique à ce moment-là.

Ce qui me frappe dans la manière dont ils s'expriment, c'est cette confiance qu'ils donnent à l'homme grâce au message évangélique c'est-à-dire : allez-y, vous pouvez participer, que ce soit dans la politique, dans l'entreprise ou dans l'associatif. C'est ce que vous devez faire et c'est là que vous rejoignez votre vocation.

C'est la confiance qui m'a frappé. Il n'y a aucun pessimisme.

Jean-Marie Salamito : Je pense que c'est l'optimisme typiquement chrétien, de faire confiance à l'homme.

Une étudiante, il y a pas mal d'années, est venue me voir après un cours de fin d'année en me disant : « *Avec la confiance que vous avez en nous, vos étudiants, à coup sûr vous êtes chrétien* ». Elle ne l'était pas, mais elle pensait qu'être chrétien, c'est être optimiste, faire confiance aux autres.

C'est ce que font les Pères de l'Église. La preuve, c'est qu'ils prêchent. S'ils prêchent, c'est parce qu'ils pensent être écoutés.

Simplement, à l'époque, on demandait beaucoup moins à l'État que maintenant. Nous avons pris l'habitude de tout demander à l'État, y compris de créer une humanité nouvelle, de nous changer de civilisation.

Or, dans l'Antiquité, ce que l'on demande au pouvoir, c'est la paix sociale. La défense vis-à-vis de l'extérieur et la paix sociale. Ces auteurs chrétiens vivent dans la Paix romaine, c'est-à-dire dans un monde qui est relativement pacifié, plus sûr qu'il ne l'a été et plus sûr qu'il ne le sera souvent. C'est loin d'être un âge d'or, mais les chrétiens ont constaté qu'il y avait un certain nombre de choses qui marchaient. Que, dans l'Empire romain quelqu'un comme Paul pouvait plus facilement voyager et propager l'Évangile que s'il y avait eu des guerres, des batailles navales, des États différents. Il n'y avait pas de frontière à traverser.

Guy de Durfort : Il ne faudrait pas que le discours actuel soit de dire que les institutions sont déficientes aujourd'hui par rapport à un passé idéalisé. Les institutions démocratiques que nous connaissons, la construction de

l'Europe sont une réalité récente à l'échelle de l'Histoire.

Jean-Marie Salamito : Oui, mais cela justifie aussi l'optimisme des auteurs, d'une certaine façon. Ils sont les témoins d'un Empire qui marche à peu près.

Anne Duthilleul : Vous avez beaucoup employé le mot "travail" et je pense que c'est essentiel pour les chrétiens qui veulent s'engager.

Je voulais vous demander si vous pouvez nous dire où trouver des lieux où un travail d'interprétation, de traduction en termes politiques d'aujourd'hui, se fait sur la doctrine qui est celle de l'Église ?

Parce que j'avoue que le compendium me paraît totalement indigeste, imprésentable aujourd'hui. Cela ne veut pas dire qu'on ne peut pas le lire et justement y travailler mais cela demande un très gros investissement et on ne peut pas le présenter au *vulgum pecus* (sans aucune connotation péjorative).

Et donc le langage politique, chrétien doit se formuler, se former, se forger. Est-ce que vous voyez des lieux où cela se fait et comment pourrait-on y participer, y contribuer ?

Jean-Marie Salamito : Il y a beaucoup de lieux. Il y a des paroisses, des cercles de réflexion.

À propos du *Compendium*, cela fait partie de ces gros ouvrages que l'on ne peut pas lire mais à partir desquels on peut faire un travail bien ciblé. Je vous donne juste un exemple : dans un cercle de réflexion paroissial, il y a deux ans je crois, on m'a demandé de parler de « Famille et bien commun ». Je n'avais pas coutume de mettre en rapport ces deux thèmes. J'ai pris le *Compendium* et j'ai essayé de voir, à travers ses textes, en utilisant les index, en utilisant différents mots de l'index et différents textes, s'il existait un rapport entre famille et bien commun. Le curé y avait pensé, mais pas moi. J'ai dû chercher, j'ai beaucoup appris.

Ce qu'il faut se donner, c'est un angle d'attaque. Il faut se poser un problème très concret, ou se laisser poser par quelqu'un un

problème très concret, et entrer dans ces textes.

Maintenant, il faut dire aussi que nous sommes loin d'être dans une situation de marasme. Nous avons énormément de créativité du côté catholique. Je vais citer une personne et un livre. Il y a une jeune philosophe à l'Institut catholique de Paris, Émilie Tardivel, qui a sorti tout récemment un livre remarquable intitulé *Tout pouvoir vient de Dieu*. Elle a d'ailleurs une chronique sur Radio Notre-Dame. Voilà une personne qui est très jeune, qui est extrêmement brillante, et qui apporte une réflexion chrétienne comme peut-être personne, dans ma génération, n'a pu l'apporter.

Mgr Philippe Brizard : L'art d'utiliser le Compendium ressemble à la manière de faire de la christologie. On peut faire de la christologie d'en-haut (on déduit tout de la divinité du Fils de Dieu), comme on peut faire de la christologie d'en bas (Comment reconnaître en Jésus, le Christ et le Fils de Dieu). Ainsi, voudrait-on tout déduire du Compendium, qu'on ne le pourrait pas. Le Compendium n'est jamais qu'une stratification, une superposition de réflexions qui ont été faites en fonction de l'évolution de la pensée et des circonstances. Ce n'est pas le pape qui décide d'en haut de la doctrine sociale. Ce sont plutôt les acteurs économiques et sociaux qui l'élaborent et il arrive au pape d'intervenir selon le mode qui lui est propre.

Jean-Luc Bour : Je pense qu'il y a un troisième côté en dehors du côté social et du côté politique, il y a le côté économique dont on n'a pas parlé et pour lequel il est assez simple de reprendre les exemples positifs qui marchent dans l'économie et d'aller analyser

pourquoi l'application des règles de la pensée sociale chrétienne – pas seulement catholique parce que je voudrais inclure les protestants, semble donner des résultats intéressants

Depuis trois ans, je suis absolument convaincu que la manière dont le gouvernement a traité avec mépris la réaction qui se faisait à leur proposition, qu'on peut appeler le mariage pour tous, en considérant qu'il y avait 1 million de personnes homophobes, a entraîné une défiance colossale et que cette défiance colossale s'est traduite par de très nombreux chômeurs. Aujourd'hui alors que s'analyse la variation de chômeurs dans les différents pays européens au moment où il y a eu une reprise économique européenne (période 2013 à 2015), il est constaté qu'en France, le moteur traditionnel de la croissance qu'était la consommation s'est arrêté. Plusieurs causes peuvent expliquer cet arrêt et entr'autres la forte augmentation des impôts, mais il y a eu, de mon point de vue, également un aspect psychologique de la part de personnes déboussolées. Face à ce qu'ils imaginaient en termes anthropologiques de ce que pouvait être l'homme, la famille, etc., on leur proposait un homme fabriqué et le gouvernement traitait avec mépris et haine les contestataires. Ces observateurs se sont dit : « Ça va péter, on rentre dans notre case et on épargne ».

Précédemment, le mot "confiance" a été utilisé ; je crois que c'est un élément fondamental. La confiance, que Dieu nous fait et que nous pouvons mettre en Dieu est un apport de la foi chrétienne qui peut faire le lien entre ce qui est anthropologique et ce qui est économique.

Séance du 13 octobre 2016